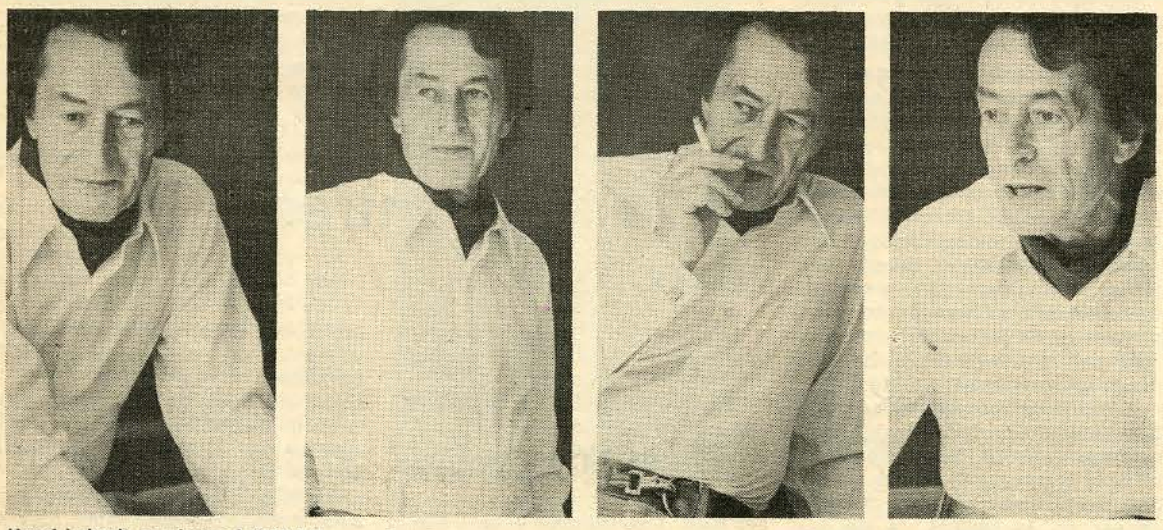
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ARCHIVES

Volume IV, numéro 22, le 20 mars 1978

DOCUMENT UNIQUE
doit être consulté sur place
Université du Québec à Montréal

l'uqam



Henri Laborit en classe à l'UQAM.

Partir du cerveau pour saisir le langage, donc le message

L'UQAM va comme un gant à Henri Laborit: c'est précisément ce que plusieurs reprochent aux étudiants de l'UQAM — leurs éternelles remise en question des méthodologies, des programmes, des professeurs — qui a plu à Laborit. Il se retrouve, dit-il, en terrain familier, puisque pendant huit ans à l'Université de Vincennes il a bien connu cette systématique contestation intellectuelle. «J'ai quitté Vincennes parce que les étudiants étaient devenus des planches, à la recherche d'une unique chose: un diplôme».

Invité par le département de communication de l'UQAM, Henri Laborit, scientifique de formation, auteur de nombreux ouvrages sur les rapports entre l'organisation biologique et l'organisation sociale, a prévenu les étudiants dès le premier cours: «Je voudrais que vous m'apportiez autant que je vous apporte. N'acceptez ni le ton professoral, ni le ton dominateur, ni le ton paternaliste. Mettez vos tripes sur la table. Et, dans vos travaux, de grâce ne me revomissez pas ce que je vous ai servi».

Avec les étudiants de l'UQAM, Laborit compte réfléchir sur l'information, le message, la communication. «J'apporte un concept unitaire de l'information, qui n'a pas été donné auparavant, je crois.»

«Quand on parle de communi-

[suite en page 2]

Camille Laurin et la communication — page 2

Journée d'étude sur le logement étudiant

Pourquoi un colloque sur le logement étudiant? Trois étudiants de design de l'environnement, chargés de l'organiser, expliquent: nos conditions d'habitation au centre-ville sont loin de s'améliorer; des propriétaires, par le nouveau campus alléchés, ont entrepris de rénover les logements, d'augmenter le prix des loyers, par conséquent, d'en chasser la population locale; or, l'UQAM n'a rien prévu dans sa «réorganisation spatiale» pour s'attaquer au problème.

Luc Durivage, François Giraldeau et Ginette Richard ont reçu le mandat en plénière inter-modulaire de concrétiser cette recommandation du congrès d'orientation de l'AGEUQAM. La rencontre aura lieu le jeudi 30 mars, dans l'auditorium du Pavillon arts I, de 9h00 à 18h00. Y sont convoqués tous les étudiants ainsi que les autres membres de la collectivité UQAM intéressés.

Pour cette raison, les participants au colloque n'auront pas de pouvoir décisionnel, et ne feront aucune recommandation à l'assemblée générale étudiante. Il s'agit d'amorcer le débat, de combler le manque d'information dans ce domaine, de discuter des solutions possibles; ce qui permettra ultérieurement à l'AGEUQAM de prendre position sur la question en toute connaissance de cause.

L'avant-midi sera consacré à la présentation des diverses facettes du problème, par des personnes-ressources; quelques invités: la responsable du service de logement de l'Université, Micheline Bourassa; un porte-parole du comité logement du centre-ville; un membre d'un Groupe de ressources techniques, un autre du CLSC; un étudiant usager d'une résidence existante; les auteurs de trois rapports sur le logement étudiant, qui feront un exposé de leurs conclusions; celles-ci seront évaluées à la lumière des interventions des personnes invitées, sans pour autant faire l'objet de propositions formelles.

La séance de l'après-midi se déroulera sous forme d'ateliers, où sera débattue la totalité des questions soulevées le matin. De cette façon, tous pourront intervenir, tant sur les problèmes de fond que de modalité. Soulignons qu'un bilan de la rencontre sera publié par le journal UNITE, à l'intention des absents. C.G.

Economie: conflit en médiation

Après avoir entendu pendant près de trois heures les témoignages de sept groupes de personnes concernées par le conflit en économie, la commission des études a adopté deux propositions en vue d'en hâter le dénouement. La première, ratifiée à l'unanimité, prévoit de ne pas donner suite à la demande de transfert des cours d'économie marxiste, formulée par l'assemblée départementale de sciences économiques le 7 mars. Cela consacre un retour aux positions antérieures à cette date, où un certain rapprochement sur trois des quatre points en litige avait été enregistré.

La deuxième résolution est plus complexe; elle stipule le maintien de la répartition des postes d'enseignants prévue pour l'année en cours, refuse en conséquence l'octroi d'un 19e poste réclamé par le département d'économie, demande aux deux parties en litige de reprendre leurs activités normales avant le 17 mars, date à laquelle il faudra prévoir les modalités de rattrapage et de prolongement de la session, nomme MM. Jean-Pierre Cheneval et Michel Leclerc comme médiateurs, les invite à faire rapport de leur médiation à la C.E. dans les plus brefs délais.

Ceux-ci ont entrepris de faire la navette entre les parties étudiante et départementale, avec la difficile mission de concilier des positions qui sont difficilement apparues conciliables à la commission des études de mardi dernier. Certains témoignages sont venus jeter un éclairage nouveau sur le conflit: MM. Louis Gill et Jacques Peltier ont en effet soumis aux commissaires un document qui résume leur «position minoritaire» face à la situation qui prévaut au département. Ils y expriment leur complet désaccord avec la recommandation adoptée le 7 mars par leurs confrères, la considèrent comme «antiscientifique, antipédagogique et contraire aux intérêts des étudiants», invitent la C.E. à la rejeter, réaffirment la nécessité d'embaucher un deuxième professeur de théorie marxiste pour répondre à un besoin réel, demandent aux autorités compétentes de faire le nécessaire pour combler cette lacune.

A plus long terme, ils estiment que le rattachement du module et du département de sciences économiques au secteur des sciences humaines, devrait être sérieusement envisagé et éviterait bien des problèmes.

Quant aux diverses recommandations formulées par Mme Florence Junca-Adenot, vice-doyenne, et par les étudiants en sciences administratives, elles se rejoignent en un seul et même voeu: que l'administration de l'UQAM fasse en sorte que les cours au programme boycottés par les étudiants d'économie soient dispensés tel que prévu.

Soulignons enfin que les activités au pavillon Read ont été suspendus mercredi suite à un vote de grève de l'assemblée pavillonnaire étudiante. Le motif: solidarité avec leurs camarades de sciences économiques.

Claire Gauthier

Dernière heure en économie

Au moment de mettre sous presse, professeurs et étudiants d'économie doivent se prononcer sur une offre de règlement «globale et finale» présentée par les médiateurs. Si elle était acceptée par les deux parties, les cours en sciences économiques reprendraient dès cette semaine. Sinon, une commission des études spéciale serait convoquée d'urgence par MM. Cheneval et Leclerc.

L'offre de règlement porte sur tous les points en litige, et sur les conditions d'un retour aux études. La principale recommandation a trait à l'embauche d'un professeur apte à enseigner l'économie marxiste; elle stipule que l'assemblée départementale s'engage à combler le prochain poste régulier disponible par un professeur de son choix; celui-ci, de par sa formation ou son expérience, sera capable de donner, entre autres cours d'économie, des cours d'économie marxiste. D'ici là, la solution à court terme consistera à embaucher un professeur substitut ayant de telles qualifications, pour remplacer un enseignant en congé de perfectionnement ou sabbatique.

En contrepartie, les étudiants sont invités à faire parvenir une lettre aux deux professeurs pressentis par le département pour combler les deux postes vacants; ils leur signifieront ainsi qu'ils ne s'opposent plus à leur venue.

C.G.

Commission des études

A sa réunion du 14 mars, la commission des études a:

• admis deux nouveaux étudiants aux programmes de 2e et 3e cycles pour l'hiver 78;

• recommandé au Conseil d'administration d'approuver le document du décanat de la gestion académique sur les congés sabattiques et de perfectionnement pour 78-79;

• résolu de maintenir le rassemblement en études urbaines jusqu'au 31 mai 79;

• recommandé l'adoption par le Conseil des études et l'ouverture par le Conseil d'administration des certificats suivants: enseignement aux déficients auditifs, intervention en difficultés mineures d'adaptation et d'apprentissage, en éducation pour formateurs d'adultes, en méthodes quantitatives, en sciences de l'environnement, en gestion des services municipaux, en gestion des politiques scolaires;

• apporté des modifications au répertoire de cours du 1er cycle en arts, lettres, formation des maîtres, sciences, sciences économiques et administratives et en sciences humaines; a également approuvé des modifications au répertoire des cours de langue;

• procédé à la correction de certains dossiers étudiants à la maîtrise en sciences de l'éducation;

• fixé au 7 et au 14 avril les auditions sur les documents suivants: «Limites et possibilités de l'université de masse», «Pour une démocratie universitaire» et «Gouverne des ressources»;

• approuvé le plan de travail en vue de l'intervention de l'UQAM auprès de la Commission d'enquête sur l'enseignement universitaire. Un premier document sera déposé à la commission du 7 avril;

• reçu les documents sur les critères d'embauche des substituts, la situation du perfectionnement, les demandes de subvention du programme du FCAC, le rapport sur la notion d'équivalence et sur l'organisation de la session d'hiver 78.

En ce qui a trait au problème en science économique, voir article en page 1.

Partir du cerveau...

[suite de la page 1]

cation et de message, on parle de langage. Et le langage, c'est secrété par un cerveau humain. Historiquement, comment le langage est-il apparu? Qu'est-ce que le langage? Ce cerveau, comment fonctionne-t-il? Comment est-il arrivé à échanger les informations? Pourquoi a-t-il eu besoin d'échanger les informations? Les animaux communiquent avec un langage très restreint, un langage gestuel, des cris. Pourquoi se fait-il que l'homme a eu besoin d'utiliser un langage de plus en plus perfectionné? Et surtout à quoi ça lui sert?

Henri Laborit est convaincu que si le communicateur n'entre pas dans le fonctionnement cérébral, s'il ne connaît pas de plus en plus précisément ce qu'est ce support qui va secréter le langage, donc le message, il risque de passer à côté de l'essentiel du problème. «Je travaille dans un champ qui est celui de la biologie mais débouchant sur la biologie comportementale. Donc, j'en arrive à tenter de comprendre, de définir ce que sont les rapports humains, les sociétés humaines».

Dans ce champ de la connaissance, Laborit précise qu'on ne peut faire cavalier seul. Qu'il faut développer l'approche pluridisciplinaire. «Par pluridisciplinarité, je n'entends pas polyvalence: on ne peut pas valoir plusieurs choses à la fois... Une technique, c'est-à-dire la façon dont on manipule la matière, ça prend la vie d'un homme pour l'acquérir. Mais, en plus de cette technique qui est indispensable, ce qu'on peut acquérir, c'est la polyconceptualité... C'est-à-dire qu'on peut pénétrer dans le langage de l'autre. Voir comment il s'exprime, comment il pense. Quels sont les concepts qu'il manipule. Si son langage correspond au nôtre. A ce moment-là, on devient pluridisciplinaire. On dégage des concepts qui sont au-dessus, ou plutôt qui sont plus généraux que l'information technique».

Henri Laborit a une incomparable facilité d'adaptation. Et c'est un excellent pédagogue et vulgarisateur. Plusieurs ont pu s'en rendre compte lors des exposés et des discussions qu'il a eu avec des groupes divers, de disciplines en apparence dissemblables.

La semaine derniere, il participait, à la demande des étudiants, au colloque d'orientation du module de communication. Durant le weekend, il était au séminaire sur le structuralisme en géographie organisé par les étudiants de géo. Et, mardi, 21 mars, le public est invité à une conférence, à l'auditorium du pavillon Lafontaine sur «Les bases biologiques des comportements sociaux».

Hélène Sabourin

Le ministre Camille Laurin et la communication

C'est devant un public clairsemé mais vivement intéressé que le ministre d'Etat au développement culturel, M. Camille Laurin prononçait lundi soir dernier au Gesù une conférence sur le développement social et la communication au Québec. L'évènement marquait l'ouverture du colloque d'orientation organisé par le module de communications de l'UQAM.

Suivant un schéma de présentation proposé par le directeur du département de communication, M. Jean-Paul Lafrance, savoir l'évolution des types et modes de communication, le rapport entre l'informateur et l'informé ainsi que la transformation du type de société, M. Laurin a brossé un tableau succinct des grandes théories depuis l'homéostasie du physiologiste Claude Bernard (niveau des réactions de l'individu) jusqu'à la cybernétique de Wiener. Après ces considérations où bon sang de médecin psychiatre ne pouvait mentir, M. Laurin s'est attaché à scruter la communication au Québec sous le double aspect de la qualité et de la quantité: d'une part, insuffisance d'information dans les régions excentriques, trop forte concentration des moyens dans les villes (radio, télévision, journaux, distribution), système axé sur le profit, et d'autre part, manipulation du citoyen-consommateur, tantôt par un filtrage subtil de l'information, tantôt par un charriage abrutissant de propagande par les producteurs de masse. Le ministre a préconisé la prise en charge par le citoyen de sa propre information dans un mouvement collectif pour assurer un mieux-être collectif, de meilleures conditions d'existence et le plein exercice des droits. Invitant les futurs communicologues à jouer un rôle actif dans ce défi. M. Laurin voit dans la démocratie culturelle un pendant indispensable à la démocratie sociale et politique. Il a insisté sur la décentralisation de la communication notamment par le moyen de conseils régionaux de la culture et du côté de l'Etat par le biais d'un support technique et d'expertise. Il a annoncé pour bientôt une politique de balisage des monopoles de l'information.

La période de questions qui a suivi l'allocution de M. Laurin a permis de constater des divergences de vues parfois percutantes entre le ministre porte-parole de la politique officielle et des intervenants, les uns étudiants èn communication, les autres journalistes (Radio-Québec, Radio-Canada et presse écrite) et animateurs de groupes sociaux.

Au crédit des étudiants du module de communication, dont Gilles Daigle et Pierre-G. Verge en particulier, une réalisation audiovisuelle et une organisation d'ensemble impeccables!

C.A.

Les sous-centres vivront-ils?

Le potentiel étudiant a-t-il atteint son plafond dans le bassin de population de la région Laurentides-Lanaudière où fonctionnent les deux sous-centres de Joliette et Saint-Jérôme?

L'enquête des sciences administratives et économiques le dira en avril. Comme on le sait, 569 étudiants ont fait une demande d'admission depuis l'ouverture en 1975 des sous-centres de Joliette et Saint-Jérôme qui délivrent le certificat de 1er cycle en administration. Une quinzaine d'étudiants seront cette année diplômés de ces cours à temps partiel dont on semble satisfait. Le problème là-bas, de l'avis de Madame Florence Junca-Adenot, vice-doyen des sciences administratives et économiques, c'est que la liaison universitaire est très ténue parce qu'il n'y a pas de support administratif local. Des résultats de l'enquête dépendra le sort des sous-centres.

Quant à la rencontre entre les conseillers pédagogiques des cégeps du Grand Montréal et les directeurs de programmes des sciences administratives et économiques, en plus d'être un bain d'information, elle s'est soldée par le désir mutuel d'une meilleure communication entre l'UQAM et les cégeps, dont 20 sur 24 étaient représentés. On a entre autres retenu l'idée d'un guide de renseignements sur les programmes ainsi que sur les débouchés pour les finissants. A propos, on se servira des données de trois enquêtes portant respectivement sur les étudiants actifs, les diplômés (720 depuis la mise sur pied des sciences administratives et économiques en 1969) de même sur les employeurs immédiats des finissants.

Brochures et dépliants présentés dans un style simple et factuel accompagneront un relevé périodique des événements au département: séminaires, colloques, recherches, publications... «Plusieurs de nos programmes ont un lien de continuité avec les études terminées au cégep, observe Madame Junca-Adenot. A preuve, les techniques de transport qui, par le biais du certificat en administration de l'UQAM, mènent à l'accréditation par le Canadian Institute of Traffic Transportation; les techniques administratives, option finance, qui, par le certificat en sciences comptables, acheminent aux examens des associations professionnelles CGA et RIA; les techniques en architecture et génie qui conduisent au baccalauréat en urbanisme.» C.A.

Le bilinguisme dans les parcs?

Le ministère des Affaires Indiennes et du Nord, division Parc Canada de la région de Québec, vient d'accepter le rapport déposé en novembre dernier par une équipe d'étudiants du module de géographie: Manon Pilon, Majella Samson, Denis Savard, Jacques Fauchier, Christine Duby et Danielle Laliberté.

A la demande du ministère, l'équipe coordonnée par Mme Marie-Anne Jarochowska, professeur au département, effectuait une recherche dans le but de vérifier les besoins d'utilisation des deux langues (anglais et français) chez les employés des parcs fédéraux du Québec.

Vingt-sept postes touristiques ou historiques ont été l'objet d'investigations dans cinq grandes régions: Forillon, Richelieu-Montréal, Abitibi-Témiscamingue, parc de la Mauricie et Forges de St-Maurice ainsi que ville de Québec.

Après avoir participé à l'élaboration d'un questionnaire, les étudiants avaient à coordonner la cueillette des données effectuée sur le terrain par les employés d'été des divers postes. Environ 4,000 questionnaires furent ainsi remplis par les visiteurs.

Selon les étudiants, ce travail pratique en dehors de l'Université, suivi du déchiffrage, de la compilation, de la mise en tableaux, de la cartographie (où M. Jean Carrière a donné un bon coup de main) leur a été des plus profitables.

Une partie de l'équipe de recherche entourant Mme Marie-Anne Jarochowska.

Même si ce type de recherche commanditée n'autorise pas une large diffusion des résultats, la plus importante observation, selon Mme Jarochowska, est la suivante: plus on se rapproche de Montréal, (Carillon, Ste-Anne-de-Bellevue, Fort Chambly, Côteau du Lac, etc.) plus le visiteur s'adresse aux employés en langue anglaise. Ils proviennent en grande partie de l'Ontario et des Etats-Unis.

Alors que dans la ville de Québec, aux Remparts, par exemple, pour un visiteur francophone, on compte un anglophone. Un peu partout dans les régions, on note que les visiteurs Européens utilisent en majorité la langue française comme outil de communication.

D.N.

Bref

Le recteur de l'UQAM, M. Claude Pichette, a prononcé une conférence le 7 mars dernier devant les membres du Club Rotary de Québec. Il a parlé brièvement de la Fondation québécoise d'éducation économique, puis de l'Association des économistes québécois, dont il est le président cette année, et plus abondamment de l'Université du Québec à Montréal, en particulier du rôle de l'UQAM dans le champ de la recherche universitaire.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'uqam
volume IV, numéro 22
le 20 mars 1978

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin
photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: premier semestre 1978
Bibliothèque nationale du Québec

«Utopie pour des insensés»

«Difficile à croire». «C'est fort ça». «C'est donc beau». Les étudiants du module d'enseignement à l'enfance inadaptée réagissaient ainsi à la présentation de trois vidéos sur le foyer expérimental Terre des Jeunes, à Sainte-Julienne. Marie Bournival, étudiante au module, est l'actuelle responsable de ce foyer. Justin Bournival en a été le maître d'oeuvre.

Le foyer regroupe sept hommes, âgés de 20 à 30 ans, atteints de déficience mentale profonde. Ils ont tous passé 10 ans et plus de leur vie entre les quatre murs d'une institution spécialisée avant de séjourner à Terre des Jeunes.

Le plus récent vidéo «Utopie pour des insensés» est un document saisissant. Il présente l'évolution des personnes depuis leur séjour en institution jusqu'à leur vie en maison familiale quelques mois puis quelques années plus tard.

En institution, l'occupation principale était le bercement. Dans le climat personnalisé et permissif du foyer, chacun apprend petit à petit à disposer de son corps, de son temps, de ses goûts, de ses besoins. Quelque chose s'est passé. Quoi au juste? Justin Bournival nous l'explique.

M. Justin Bournival: «C'est une question de mentalité».

«C'est simple, ils ont mis leurs moteurs en marche parce qu'ils n'étaient plus dominés par la peur. En institution, je m'apercevais qu'ils étaient des morts ambulants. Les éducateurs agissaient pour eux, les contraignaient constamment. Les déficients étaient sans défense, bloqués dans leur apprentissage.

«Au foyer, poursuit M. Bournival, une fois les défenses bien établies, je leur ai foutu la paix. La vie quotidienne les a mis en situation d'investigation, de discrimination, d'adaptation. J'ai eu confiance en eux.»

Cette confiance a quasi-réalisé des miracles: maintenant ils peuvent goûter le chaud, le froid, la fatigue, le repos, la faim, le doux, le bon. Ils cuisinent, décapent, font leur lit, changent les carreaux de fenêtre, jouent, bûchent, vivent avec des animaux, font l'épicerie, mangent au restaurant, choisissent leurs vêtements. «Ils ont maintenant le droit de disposer de leur corps, remarque Marie Bournival (qui vit avec eux 24 heures par jour, sept jours par semaine), le droit d'être eux-mêmes.»

L'expérience du foyer Bournival révolutionne le domaine de la rééducation des déficients mentaux. Allant à l'encontre des théories et préjugés établis, c'est en soi un permanent champ de bataille.

Pourtant, selon M. Bournival, ce n'est pas une question de gros sous mais de mentalité. Et il ajoute: «D'ailleurs ma théorie serait trop limitée si elle ne s'appliquait qu'aux 4% de déficients mentaux. Elle concerne les attitudes de tous les adultes avec tous les enfants.»

Avec la force de ses 25 années de travail et la plus grande simplicité du monde, il se résume ainsi: «Faire confiance en l'humain».

D.N.

Le rôle de la science dans l'idéologie sexiste

«La faible participation des femmes aux entreprises qui impliquent une forte agressivité pourrait être due à une tournure passive de l'esprit.» Donna Mergler-Racine cite cet extrait d'un ouvrage scientifique publié en 1967 par M. Schreider. Se référant cette fois à un manuel de physiologie humaine au programme, une étudiante en sciences biologiques renchérit: «Le rôle de la femme dans l'acte sexuel est d'amener l'homme à un degré d'excitation suffisant pour que se produise l'éjaculation» (Traduction de J. Gonthier du livre de M. Guyton).

Les participantes(ts) au débat-midi sur le «Rôle de la science dans l'idéologie sexiste», en ont vu et entendu des vertes et des pas mûres. Organisé par le Comité-femmes de l'UQAM, il a semblé susciter l'unanimité autour de certaines questions: les recherches et les écrits scientifiques doivent toujours être situés dans leur contexte social; ils ne sont pas à l'abri de l'idéologie dominante, bien au contraire; la plus rigoureuse méthodologie scientifique peut être faussée à diverses étapes de son élaboration: l'énoncé des hypothèses, le choix de paramètres, l'analyse des résultats, les conclusions que l'on en tire, leur diffusion. Bref, aux mâles chercheurs en quête de vérité, les occasions ne manquent pas de donner, consciemment ou non, une orientation sexiste à leurs travaux.

Le vidéo réalisé par des étudiantes sur le thème de la femme, suite à la semaine en biologie, a constitué, à cet égard, une excellente entrée en matière: remarquablement monté, entrecoupé d'extraits musicaux des plus pertinents, souvent ironiques, il a suscité dans la salle comble rires et indignations, au rappel de certaines remarques des employeurs invités.

Forte de ces témoignages, Mme Mergler-Racine, professeur invité, a rappelé comment sont utilisés les arguments soi-disant scientifiques pour justifier la répartition des tâches sur le marché du travail. Par exemple, on a prouvé «scientifiquement» que les employés féminins étaient capables de subir plus longuement que les hommes les tâches monotones. Lorsqu'ensuite elles piquent des crises de nerf, on y voit la preuve irréfutable de leur émotivité...

Elle a fait état de l'évolution des nombreuses recherches biologiques consacrées aux différences sexuelles. Ca fait des années que les chercheurs tentent de démontrer que les femmes très actives, volontaires et agressives souffrent... d'un dérèglement hormonal. En vain.

Face à cette situation, demande Donne Mergler-Racine, que faire? Voici quelques bribes de suggestions venues sur le tapis, en cours de débat:

«Nous sommes, en sciences pures, une minorité de femmes. Comment arriver à ébranler ces mythes, à rétablir la vérité?»

«Les femmes sont enceintes depuis des millénaires, et la société ne s'est pas encore adaptée à cette situation. Pour combattre la discrimination face aux femmes, il faut sortir des sciences, mener une lutte plus globale, pour nos droits au travail, à la maternité, aux garderies...»

«En créant des comités de femmes, on risque de sombrer dans un chauvinisme femelle. Or, les hommes aussi sont touchés par la crise économique, par le chômage. Les femmes ne doivent pas mener leurs luttes isolément, mais s'impliquer dans toutes les batailles, aux côtés des hommes.»

«L'un n'exclut pas l'autre. Les femmes peuvent se regrouper pour identifier leurs besoins, les objectifs qui leur sont propres. Elles seront alors plus fortes pour faire avancer les autres luttes dans cette société.»

C.G.

Bref

M. René Lemire, étudiant au module d'administration, est le bénificiaire d'une bourse de $2,000 accordée au meilleur finissant en sciences immobilières à l'UQAM. par M. Stern, homme d'affaires montrealais.

M. Lemire a été choisi par quatre juges parmi 20 candidats. Il entreprendra sous peu une carrière d'évaluateur agréé.

Ont participé à la rencontre «Carto-Québec», Jean Carrière, professeur de carto, Danièle Legendre, directrice du module de géographie, Martine Bernard et Nicole Nantel-Myre de l'atelier de cartographie de l'UQAM.

Une lacune à combler: un bon atlas québécois

Autour du thème «Le nouveau visage de la cartographie automatique», quarante conceptualisateurs et praticiens de la carto venus de toutes les universités francophones et anglophones du Québec, mais aussi de plusieurs ministères, se sont réunis samedi, le 4 mars, à l'UQAM.

Danièle Legendre, directrice du module de géographie et organisatrice du colloque, a ouvert la journée en rappelant que cette rencontre était la suite logique du colloque qui s'était déroulé en septembre dernier à l'Université de Chicoutimi, sous le thème général des Atlas. Elle a conclu en souhaitant que cette réunion, axée sur la cartographie par ordinateur, débouche dans un avenir rapproché sur la confection d'un «bon» atlas national. Un atlas qui aurait une double originalité: d'une part, d'être produit dans une approche complètement renouvelée de la carto et, d'autre part, de l'être par une équipe nationale («penseurs» de cartes et praticiens de tout le Québec).

Une table ronde a rassemblé, samedi matin, des chercheurs particulièrement compétents en carto automatique: Hubert Manseau de l'UQAM, C. Nolet de l'Université Laval, J. Castonguay de l'Université de Sherbrooke et R. Gagnon, de Statistique-Canada. La discussion qui s'ensuivit a porté non seulement sur les techniques et les programmes par ordinateur, mais elle a également posé la question d'une éventuelle restructuration des enseignements, au niveau de la carto, dans les universités québécoises. Cet échange a, par ailleurs, mis en évidence la nécessité, ainsi que l'explique Jean Carrière, professeur de carto de l'UQAM, d'une base commune de données cartographiques et de données statistiques (problème de géo-codage).

Outre la présentation de cartes confectionnées selon des schèmes nouveaux, une démonstration sur grand écran des projections d'utilisation du programme «CARTE», conçu selon le mode dit «conversation», a été présentée par M. Hubert Manseau, responsable des systèmes reliés à l'enseignement et à la recherche, au service de l'informatique.

Nouvelle écriture cartographique, nouvelle lecture des cartes: le chemin semble de mieux en mieux tracé.

H.S.

Epistémologie et histoire des sciences

Les jeux de l'abstraction

Dans le cadre des conférences d'épistémologie et d'histoire des sciences, le département de philosophie reçoit le jeudi 23 mars M. Jean-Marc Levy-Leblond, physicien français. Le thème de sa communication: «Une science sociale typique: la physique».

Bien connu pour sa critique de l'utilisation politique des sciences dans les sociétés capitalistes, M. Levy-Leblond a déjà publié un recueil sur ce sujet aux éditions du Seuil: «Auto-critique de la science». On le dit bon orateur, facile d'accès.

En autant, bien sûr, qu'une conférence tenant de l'épistémologie, puisse être accessible... M. Serge Robert, professeur-responsable de cette série, s'explique: «L'épistémologie est une discipline jeune, qui est en train de se faire; elle n'a pas assez de maturité pour être vulgarisée. Par ailleurs, c'est la plus inter-disciplinaire des analyses. Elle fait donc appel à un tas d'informations et de connaissances».

Ces soirées sont, malgré tout, très courues. Lors de la dernière, plus d'une centaine de personnes étaient venues se demander si une théorie marxiste des mathématiques était possible. L'exposé était de haut niveau universitaire. Il se peut que les mathématiciens aient été rebutés par «cette organisation de langage fort complexe»; il se peut, d'un autre côté, que les philosophes aient eu du mal à se situer dans le discours de la science mathématique.

«Car, note Serge Robert, il faut être un peu maniaque de l'abstraction pour faire de l'épistémologie!» Même si les titres sont attirants et simplement exprimés, le contenu n'est pas destiné à l'homme de la rue.

«Nous avions l'intention de faire déborder de nos programmes l'information qui y est dispensée.» En invitant les professeurs de cégeps, M. Robert croit que l'université joue un rôle important: «Elle doit entretenir les attitudes intellectuelles des professeurs. Elle doit les inviter à venir se nourrir périodiquement.»

Les trois-quart de l'assistance se composent généralement d'étudiants et de professeurs de l'UQAM. C'est normal, selon M. Robert, puisque les conférences se veulent d'abord et avant tout un complément aux études de maîtrise ou de baccalauréat.

Parmi eux, une majorité d'étudiants du module de philo. «Il est sain pour les étudiants d'entendre d'autres sons de cloche que ceux de leur professeur. De recevoir des points de vue divergents ou complémentaires. Afin que les étudiants, écrasés sous le savoir philosophique, puissent prendre du recul, adopter une attitude critique.»

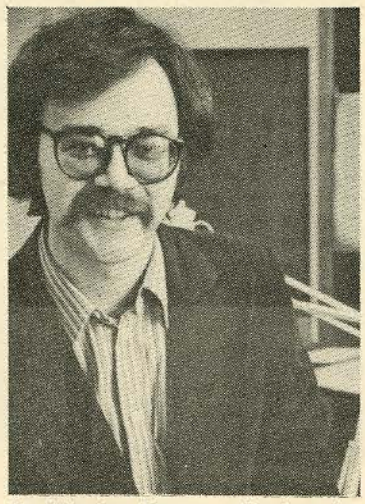
Grande qualité de recherche, haut calibre universitaire, tels sont les critères de choix des chercheurs invités à animer cette série. (mise à part l'éternelle limite budgétaire!)

Le dernier en liste: M. Jean-Claude Guédon, de l'Institut d'histoire et de sociologie politique des sciences de l'U de M. Le 30 mars à 20h au 7160 du Read. Le titre de sa conférence: «L'émergence de la science pure: le cas de la chimie au XVIIIe siècle.» D.N.

Qui doit déménager, déménagera!

«D'ici la fin du mois, l'équipe de service de programmation aura revu les besoins de l'UQAM en tenant compte des changements de normes de la DGES. Tous ceux dont le déménagement au nouveau campus est prévu, **déménageront** au nouveau campus. Voilà, je l'espère, qui va dissiper une fois pour toute, rumeurs et racontars». C'est en ces termes directs que le directeur du service de programmation au nouveau campus et adjoint spécial au recteur tire la situation au clair. Selon M. Nicolas Buono, il y a des possibilités de nouveaux espaces avec la récupération des aires de services disparus comme le SPU, la santé. Concernant les commerces, une hypothèse de réaffectation des espaces sera à l'ordre du jour à la réunion du Conseil d'administration du 20 mars.

Un coup d'oeil sur l'état des travaux montre que dans le quadrilatère Sud (bloc E), on peut



M. Nicolas Buono: «Dissiper les rumeurs.»

déjà se faire une idée de l'allure des corridors, voire d'un bureau de prof. car on a commencé à placer les cloisons. Actuellement, on pourrait chauffer l'ensemble Sud à même son système électrique. Plus de 90% des fenêtres sont posées. Les tours d'eau de la climatisation ainsi que les salles de mécanique sont presque installées. En place aussi les conduits pour l'audio-visuel et l'informatique. On a établi le concept de coloration tandis que celui de signalisation est en voie d'élaboration.

On procède à une redéfinition des équipements dits non-intégrés (ameublement et autres équipements spécialisés mobiles). Enfin, en collaboration avec les usagers ainsi que les immeubles et équipement, le service de programmation entreprend dès cet été la planification de déménagement de même que de l'inventaire «...de sorte que le 1er août 79, le campus soit opératoire, du moins pour les inscriptions», conclut M. Buono avec optimisme.

C.A.

L'accès de l'Université à tous les handicapés

L'Université pour tous, l'Université à tous. Les mots d'aujourd'hui prendront-ils pleinement leur sens quand demain, les portes du nouveau campus s'ouvriront aux premiers étudiants, professeurs, travailleurs?

Question capitale pour le Comité sur la condition des handicapés à l'UQAM. Porte-parole des membres de la collectivité universitaire qui sont atteints de cécité, de paraplégie, de paralysie cérébrale ou de tout autre handicap, le comité milite pour l'accessibilité universelle, sans discrimination sur le campus.

Il lui faut assurément agir avant que ne soit terminé le nouveau complexe UQAM pour éliminer les barrières architecturales. Ce qui signifie un aménagement d'ensemble conçu pour l'accessibilité physique totale, universelle sur le campus. On pense notamment à une signalisation pavillonnaire, à des rampes, à des mains courantes, à des ascenseurs pourvus d'un oeil magique ou d'un bouton placé plus bas, à des lavabos d'une hauteur convenable, à des portes requérant moins de pression à ouvrir, etc. Le comité a établi des premiers

De gauche à droite, Gilbert Forest et François Fleury [sciences juridiques], Dominique Ahrweiller [design de l'environnement], Danièle Desmarais [philosophie], Michèle Rivard [design de l'environnement] et Joanne Watkins, animatrice.

contacts avec l'Université sur la question, les besoins ont été exprimés; on en est au stade des études.

Mais pour l'instant, le nouveau campus n'est pas terminé et quand il sera ouvert, tout le monde ne s'y retrouvera pas en même temps. Un certain nombre d'édifices du campus actuel demeureront affectés. C'est pourquoi le comité préconise des améliorations au moins mineures aux conditions d'accès physique du présent campus... Selon les membres, seuls le Riverin I et le Philipps sont accessibles à l'entrée parce qu'ils se trouvent au niveau de la rue, et si on parvenait à réadapter le pavillon des arts IV, ce serait là le test valable pour tous les autres pavillons, vu qu'il y existe des barrières architecturales les types.

L'abattement de celles-ci entraînerait la disparition des autres, les barrières sociales. Car, le croirait-on, des étudiants handicapés ont choisi les sciences juridiques au Riverin I parce que le pavillon est au niveau de la chaussée publique.

Question de service à l'handicapé, une première initiative serait la diffusion d'un plan-guide à son usage. En poussant un peu vers le para-universitaire, le comité s'intéresse de près aux possibilités de logement étudiant pour réduire notamment le problème du transport. Une bizarrerie éclairante à ce chapitre: si l'UQAM a prévu la circulation des handicapés de la mezzanine du métro au nouveau campus, le métro, lui, n'est pas accessible...

Le modèle parfait d'accessibilité universelle à l'université est en Californie: la prestigieuse Université de Berkeley, d'où toute identification particulière pour handicapés est absente parce qu'on s'y intègre parfaitement. L'UQAM progressiste sera-t-elle en reste?

Claude Asselin

Une remorque en passant

Si la grande échelle des pompiers ne peut s'approcher de la bâtisse en feu parce qu'un distrait a garé son auto dans un espace réservé, si l'autobus emmenant des étudiants handicapés doit stationner loin de l'entrée du pavillon parce que la place est prise par quelque étourdi, si on bloque l'accès au parking ou qu'on obstrue un quai de réception des marchandises. Si, si, si.

«Dans certaines circonstances, appuie fortement le responsable de la sécurité à l'UQAM, M. Marcel Saint-Arnaud, le remorquage est autorisé sur les terrains du campus, en vertu de la vieille résolution 72-E, 526 du Comité exécutif». Il s'agit, selon ce dernier, de l'application d'un dispositif de sécurité visant à maintenir les aires de circulation dégagées en tout temps pour permettre l'accès aux véhicules d'urgence, pour dégager les sorties de secours des pavillons, voire pour assurer le dégagement légal des abords des «bornes-fontaines» sur la propriété de l'Université.

Voilà: dans un avenir prochain, toute infraction au règlement pourra entraîner le remorquage au trais du contrevenant. Mais contrairement à la municipalité où on déploie un zèle remarquable à coller des tickets, on va, selon M. Saint-Arnaud, faire des pieds et des mains avant de procéder, afin de retrouver l'intimité et lui demander gentiment de déplacer sa voiture. A condition qu'on puisse le localiser sur le campus grâce à la vignette.

Par ailleurs, avec l'autorisation préalable, il est possible de laisser sa voiture en toute quiétude sur un parking de l'uqam une couple de nuits ou même quelques semaines comme c'est arrivé à quelqu'un qui partait en vacances et n'avait pas de place pour garer l'auto chez lui.

On assure que loin d'avoir la main leste comme la Ville pour sévir, on ira avec des gants blancs. Mais qui fera le remorquage? où retrouver sa voiture? Bonnes questions de $15 ou $25...!

C.A.

les gens d'ailleurs...

Nicos Hadjinicolaou

Nicos Hadjinicolaou, historien d'art se réclamant du marxisme, auteur d'un livre qui a beaucoup circulé depuis sa parution, en 1973, chez Maspero: «Histoire de l'art et lutte des classes», est au Québec pour la première fois. A l'UQAM, le département de l'histoire de l'art l'a invité à donner une conférence publique et à participer à des cours et des séminaires de recherche.

Religieusement écouté lors de son exposé sur «la situation actuelle de l'art: crise et impasse d'une discipline», il a été vigoureusement pris à parti lors de la discussion qui a suivi.

l'uqam: On a beaucoup discuté de votre volonté de regrouper dans une sorte de front commun de la gauche tous les gens qui travaillent dans le domaine artistique et qui se réclament du marxisme.

N.H.: Des groupes militants québécois m'ont dit: c'est peut-être valable pour vous, mais ça, ici, c'est du laxisme, il faut que chacun adhère à un groupe politique précis et que ce groupe définisse une ligne culturelle et artistique minimum. Or, à mon avis, il n'y a pas une ligne juste dans le domaine de l'art, ce qui est différent des stratégies d'action politique. Dire qu'**un** art seulement est du côté des travailleurs est une limitation que je refuse. Je pense qu'on peut accepter des conceptions différentes en art: chacune, à sa manière, peut être militante, consciente des réalités sociales... Pour certains de mes contradicteurs avec qui j'ai discuté ici, je pourrai être un exemple de l'influence bourgeoise avec mon idée de plateforme élargie. Je le veux bien. Mais, alors là, c'est la discussion. Qu'ils combattent mes idées, moi je combats d'autres idées que je considère, à mon tour, influencées par l'idéologie bourgeoise. Ainsi, il y a un travail qui se fait dans le temps. Et, lentement, quelque chose se dessinera; on pourra dire plus tard de telle conception de l'art qu'elle était marxiste ou pas, comme on peut dire aujourd'hui que Bernstein qui était considéré, au début, comme marxiste, fut plus tard dénoncé par Lénine comme le représentant d'une conception réformiste du marxisme qui correspondait à certains intérêts bourgeois.

l'uqam: Alors, l'art prolétarien, qu'est-ce que ça veut dire pour vous?

N.H.: Qu'est-ce que ça veut dire art prolétarien? il y a deux façons de le voir. L'une, c'est l'intention, ceux qui disent: l'art que nous faisons correspond objectivement aux intérêts du prolétariat. L'autre, c'est l'affirmation, ceux qui disent: nous faisons de l'art prolétarien parce que le prolétariat s'identifie avec! Et... Il y a peut-être une troisième façon que je ne vois pas pour l'instant. (...) Mais est-ce que nous avons, actuellement, des critères pour dire qui est le **vrai** marxiste? Si quelqu'un dit: mais cette interprétation de l'art conceptuel que vous faites, Monsieur X, n'est pas une interprétation marxiste pour telle ou telle raison, je pense qu'indirectement cette personne contribue à une définition du marxisme.

l'uqam: J'ai cru comprendre que vous admettiez qu'un théoricien de l'art ou un artiste qui se veut marxiste peut travailler à l'intérieur du «système», sans trahir son idéologie...

N.H.: Je pense que oui. Personne ne peut vivre en dehors du système si on l'entend comme la société capitaliste. Et, pour moi, le «système» est synonyme du terme «société». On ne sort du «système» qu'en mourant. Je trouve ridicule et complètement démagogique, fausse, dangereuse même, cette idée de «hors» et «en dedans» du système. On devrait dire **pour** ou **contre** le système. La question, c'est: comment travaille-t-on, quelles idées défend-on? Contre quelles réalités se bat-on? Les historiens d'art, par exemple, qui travaillent dans des musées et qui ne sont pas d'accord avec la situation actuelle doivent repenser la fonction du musée et des expositions, inventer d'autres conceptions. Ca c'est d'ailleurs fait en Allemagne Fédérale, dans la Russie soviétique des années 20-30 et aujourd'hui dans des régions rouges de l'Italie. En ce moment, les conservateurs de musée qui essaient d'attirer un «autre» public ont comme conviction que les oeuvres d'art ne parlent pas d'elles-mêmes, qu'il faut ajouter quelque chose à ce discours silencieux... Il y a un côté didactique qui est nécessaire et qui n'est pas obligatoirement ennuyeux.

l'uqam: Et les artistes? Plusieurs intervenants lors de votre passage à l'UQAM ont soutenu qu'il faut, aujourd'hui, que l'art soit collectif. Le fait d'un groupe.

N.H.: Moi, je ne dis pas: il faut! Peut-être que j'ai l'attitude de ceux qui voient les choses trop historiquement. Je ne dis pas, par exemple, c'est comme ça qu'il faut peindre. Je pense, cependant, que si un artiste a des préoccupations sociales, il pourrait être intéressé à travailler avec d'autres (artistes ou pas). Pourtant, à mes yeux, ce qui est important, ce n'est pas qu'ils travaillent en groupe mais comment ils travaillent en groupe et en vue de quoi. Parce qu'un groupe peut bien faire une peinture de chevalet pour le salon d'un grand industriel... A l'opposé, il y a cette importante démarche de l'école muraliste mexicaine qui était composée, et non par hasard, de communistes comme Siqueros ou de trotskystes comme Diego Rivera, donc de peintres qui se réclamaient du marxisme.

l'uqam: Avant la révolution industrielle, on parlait peu des notions «d'art», «d'avant-garde», de «marché de l'art». Et il n'y avait pas, pour ainsi dire, d'historiens ou de critiques d'art. La fonction même de l'historien d'art est-elle séparable de l'histoire de la bourgeoisie et ne devrait-elle pas s'éteindre avec elle?

N.H.: Certainement, dans le sens où, dans une société socialiste le rapport à l'art va être rapidement modifié. Mais la bourgeoisie est loin d'être morte...

Hélène Sabourin